

Les difficultés d'intégration de l'Iran au Moyen-Orient

By: Masri Feki © Al-Seyassah (Koweït)
26 juin 2007

Source : www.masrifeki.com

Si la presse internationale laisse penser que la crise diplomatique qui oppose une grande partie de la communauté internationale à l'Iran est uniquement liée au programme nucléaire iranien, le vrai problème avec Téhéran concerne surtout sa détermination à remodeler le Moyen-Orient selon sa propre image¹.

La République islamique d'Iran estime être seul en mesure d'assurer la stabilité du Moyen-Orient : l'Irak post-baasiste est désormais hors-jeu et l'Arabie saoudite, ses milliards mis à part, n'est pas suffisamment puissante pour exercer un leadership réel sur les autres pays arabes. C'est dans cette optique que Téhéran tente de renforcer ses liens avec Riad et les autres capitales arabes². Comme l'Arabie saoudite, la Turquie est un rival, voire un ennemi traditionnel de l'Iran. Leurs ambitions et leurs intérêts se chevauchent souvent dans le Caucase ou dans les pays de la Caspienne, pour le pétrole³. En outre, la Turquie est à la fois l'allié des États-Unis et d'Israël⁴. L'accord commercial intervenu en août 1996 entre Téhéran et Ankara ne doit pas cacher les profondes divergences idéologiques des deux États et leur rivalité géopolitique.

L'isolement diplomatique de l'Iran sur la scène internationale est donc accompagné d'un isolement régional. En effet, la spécificité de ce pays rend difficile son intégration dans l'environnement qui est le sien à tel point que le pays ne compte aucun allié parmi ses quinze voisins. Les clivages nationaux et religieux du Moyen-Orient constituent un obstacle majeur à la solidarité musulmane dont le système iranien se sert de fond de commerce depuis la Révolution islamique en 1979. Ceci sans compter les nombreuses divergences d'intérêts qui opposent l'Iran à son voisinage. En effet, le pays est encerclé par trois puissances sunnites hégémoniques : L'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan.

L'Iran est en premier lieu confronté à l'Arabie saoudite dont la rivalité dans le golfe Persique est accrue par l'opposition entre le sunnisme orthodoxe des wahhabites et le chiisme duodécimain dans sa version persane⁵. Après l'Irak de Saddam Hussein, aujourd'hui défunt, l'Arabie sunnite est sur la deuxième ligne dans le conflit millénaire qui oppose les deux familles de l'Islam. A cette opposition idéologique s'ajoute un conflit territorial entre l'Iran et la Ligue arabe⁶ au sujet des îlots iraniens d'Abou-Moussa et des Petite et Grande Tomb, revendiqués par les Émirats arabes unis (EAU). Ce contentieux avec les EAU a pour conséquence d'entretenir méfiance et inquiétude chez les membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)⁷, qui ne comprennent pas pourquoi l'Iran campe sur ses positions inflexibles et refuse de soumettre ce litige à une juridiction internationale.

L'Iran est aussi confronté à l'influence de la Turquie kémaliste pro-européenne et de son vassal azéri, avec lesquels il se trouve en position de rivalité en Asie centrale où l'effondrement du bloc soviétique a contrarié sa politique étrangère : l'Iran n'y a pas vu

¹ Amir Taheri, « Conflit de civilisations », *Newsweek International*, 5 septembre 2005.

² Cette politique s'est affirmé surtout pendant les deux mandats de Mohamed Khatami. L'Iran a accueilli le 8ème sommet des 55 pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique en décembre 1997.

³ Questions de l'exploitation des gisements et du tracé des oléoducs.

⁴ En 1996, lors de la visite de Necmettin Erbakan à Téhéran, l'ayatollah Khameneï lui a demandé de rompre ses liens récents avec Israël.

⁵ Y. Carmon, Y. Mansharof, H. Varulkar et Y. Yehoshua, « Le Moyen-Orient en voie de collision : la position saoudienne », *Middle East Media Research Institute (MEMRI)*, Enquêtes et analyses, no. 319, 31 janvier 2007.

⁶ Créée en mars 1945 à Alexandrie (Égypte), la Ligue des États arabes est une organisation régionale regroupant aujourd'hui 22 États arabophones.

⁷ Les États du Golfe membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) sont l'Arabie saoudite, le Koweït, les Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman.

l'occasion d'étendre sa politique mais la perte d'un contrepoids contre l'influence des États-Unis et de leur allié turc, d'autant plus que l'Iran n'a que des atouts assez faibles pour s'imposer seul dans la région. Il n'existe pas là d'importantes communautés chiites (à l'exception des Azéris qui n'entretiennent plus de relation avec le clergé international chiite) et le seul mouvement islamiste qui a émergé – en Afghanistan – s'est développé autour du radicalisme sunnite. La connexion ethnique et linguistique n'est pas non plus favorable à l'Iran : les persanophones sont d'une part majoritairement sunnites, et d'autre part minoritaires par rapport aux turcophones. Pour satisfaire ses ambitions l'Iran est donc obligé de jouer sur les deux tableaux, au détriment de son idéal révolutionnaire panchiite. D'autre part, il doit conserver de bons rapports avec la Russie, relation bilatérale d'autant plus nécessaire que la vision stratégique des deux pays est la même pour la région : il s'agit d'isoler l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan, perçus comme les têtes de pont potentielles de l'influence américaine et turque.

Un autre dossier a eu d'importantes répercussions sur les relations de l'Iran avec ses voisins du nord. Il s'agit notamment du déroulement des négociations des chefs d'États des cinq pays côtiers de la mer Caspienne concernant le partage de la mer et de ses réserves naturelles, pétrolières et gazières. L'Iran qui partageait autrefois la mer Caspienne avec l'ex-Union soviétique, a demandé que la mer soit divisée en cinq. Mais forts du soutien des États-Unis, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont revendiqué au détriment de Téhéran, une division proportionnelle au littoral de chaque pays. L'approbation par la Russie de cette proposition fragilise davantage l'Iran qui risque d'obtenir un maximum de 13% au lieu des 20% revendiqués⁸.

Sur le front Est, s'ajoute pour Téhéran d'autres menaces, comme celle du Pakistan, sunnite et pro-américain, avec lequel l'Iran se trouve en concurrence en Afghanistan post-taliban et en Asie centrale post-communiste. La détérioration des relations avec Islamabad est depuis dix ans un facteur majeur de réaménagement des relations régionales⁹. De ce point de vue, le rapprochement irano-indien est un indice majeur de la politique de contre-encerclement de Téhéran¹⁰.

Les dernières évolutions politiques au Proche-Orient ont renforcé l'isolement régional de la République islamique. Sur le plan syro-libanais, le retrait syrien du Liban en mai 2005 a été un autre facteur de déstabilisation potentielle pour Téhéran, compte tenu des liens entre l'Iran et la Syrie, et de la façon dont ce retrait pouvait transformer le rôle du Hezbollah qui a toujours bénéficié du soutien financier et politique de Téhéran. Les élections libanaises de juin ont confirmé la victoire de l'opposition à l'axe irano-syrien que représente le Hezbollah. Sur le plan israélo-palestinien, la détermination de l'ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon à mettre en œuvre son plan de désengagement unilatéral de la bande de Gaza et le soutien international qu'il a obtenu sur ce sujet n'a pas non plus constitué un facteur positif pour la politique iranienne dans la mesure où il a amélioré l'image d'Israël dans le monde tout en décrédibilisant la rhétorique usée de la « résistance palestinienne » parrainée par Téhéran.

Enfin, l'enjeu le plus crucial est irakien. Alors que la menace sunnite sur la majorité qui gouverne aujourd'hui la Mésopotamie voisine oblige le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRI) et son leader emblématique Abdelaziz al-Hakim à coopérer avec les États-Unis, la perspective d'un Irak dominé par les chiites oblige par ailleurs les États arabes sunnites, notamment l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie et les principautés du golfe Persique, à s'appuyer sur les Américains face au pouvoir chiite naissant. De nombreux sunnites perçoivent l'Iran avec suspicion du fait que c'est le seul État chiite dans le monde et qu'il peut donc être à l'origine de troubles dans les zones chiites minoritaires de la péninsule arabique. Un Irak gouverné par des chiites peut créer une continuité territoriale pour un arc chiite allant du Pakistan occidental à la Méditerranée, en passant par le régime alaouite pro-

⁸ Azadeh Kian-Thiebaut, *La République islamique d'Iran, De la maison du Guide à la raison d'État*, Michalon, Paris, 2005, p. 85.

⁹ Olivier Roy, « Sous le turban, la couronne » in Fariba Abdelhak, *Thermidor en Iran*, Complexe, Paris, 1993.

¹⁰ François Thual, *Géopolitique du chiisme*, Seuil, Paris, 2002, p. 46.

iranien de Syrie et le Hezbollah au Liban. Ce ne sont pas seulement les wahhabites d'Arabie qui se sentent menacés par cette alliance potentielle, mais toute l'orthodoxie sunnite qui est défiée par l'expansion du pouvoir hétérodoxe chiite¹¹.

Bien que Washington ait été responsable de la fin de la domination sunnite en Irak, elle n'en demeure pas moins le seul appui pour les régimes sunnites qui résistent au « croissant chiite » qui s'avère de plus en plus menaçant. Et ce rapprochement américano-sunnite au sujet de l'Iran accentue considérablement l'isolement de la République islamique¹².

¹¹ Edward Luttwak, « Sans le vouloir, Bush a réussi à diviser et à conquérir le Moyen Orient », *Wall Street Journal*, 14 janvier 2007.

¹² *Ibid.*

مشكلة اندماج إيران في الشرق الأوسط

بقلم: مصري فقي © السياسة (الكويت)

26 يونيو 2007

إذا كانت الصحافة الدولية تدفع للاعتقاد بأنّ الأزمة الدبلوماسية القائمة بين قسم كبير من المجتمع الدولي و طهران ترتبط فقط ببرنامج إيران النووي، فالمشكلة الحقيقية مع طهران تتعلق بتصميمها على إعادة تشكيل الشرق الأوسط وفق صورتها الخاصة¹³.

تعتقد جمهورية إيران الإسلامية بأنها الوحيدة القادرة على ضمان استقرار الشرق الأوسط و لا سيما بعد خروج العراق من اللعبة الإقليمية عقب زوال حزب البعث بنظامه المتسلط. وفق هذا المنظور تحاول طهران تعزيز صلاتها مع الرياض والعواصم العربية الأخرى¹⁴. و على الصعيد الشمالي تعتبر تركيا منازعا تقليديا لإيران حيث تتعارض طموحات البلدين ومصالحهما النفطية¹⁵ في القوقاز و في البلدان المطلة على بحر قزوين. فضلاً عن ذلك، فتركيا حليفة للولايات المتحدة ولإسرائيل¹⁶. وينبغي ألا يخفي الاتفاق التجاري الذي جرى توقيعه في آب/أغسطس 1996 بين طهران وأنقرة وما كشف عنه من التباينات الإيديولوجية العميقة بين الدولتين وتنافسهما الجيوسياسي.

و لذلك ترافق عزلة إيران الدبلوماسية على الساحة الدولية عزلة إقليمية؛ خاصتاً و أن خصوصية هذا البلد تجعل اندماجه في محيطه الإقليمي صعباً إلى درجة أنه لم يعد لديه أي حليف من بين جيرانه الخمسة عشر. و تشكل الاختلافات القومية والدينية في الشرق الأوسط عقبةً كبرى أمام التضامن الإسلامي الذي يتاجر به النظام الإيراني منذ الثورة الإسلامية في العام 1979. فضلاً عن التباينات العديدة في المصالح بين إيران وجيرانها. فالبلد محاط بثلاث قوى إقليمية سنية هي المملكة العربية السعودية وتركيا وباكستان، علي نحو نراه في الخصوصيات الإقليمية و السياسية الأتية:

أولاً، تواجه إيران المملكة العربية السعودية التي تزايد تنافسها معها في الخليج العربي بفعل المواجهة بين سنية الوهابيين وبين الشيعة الاثني عشرية بصبغتها الفارسية. يضاف إلى هذا التعارض الفقهي و الإيديولوجي نزاع إقليمي بين إيران والجامعة العربية بصدد جزر أبو موسى وطنب الكبرى وطنب الصغرى، التي تطالب بها دولة الإمارات العربية المتحدة منذ مطلع السبعينات و لقد أدى هذا النزاع مع دولة الإمارات إلى الريبة والقلق لدى أعضاء مجلس التعاون الخليجي، بينما تنشبث إيران بمواقفها الصلبة و ترفض إخضاع هذا النزاع لتحكيم دولي.

ثانياً، تواجه إيران النفوذ التركي العلماني الموالي لأوروبا و نظام أزربيجان المتحالف معه و يتنافس معهما على آسيا الوسطى بالإضافة إلى أن انهيار الكتلة السوفييتية غير سياسات ايران الخارجية. ولم تستح لإيران الفرصة لبسط سياستها في المنطقة، ولكنها خسرت نفوذاً مضاداً لنفوذ الولايات المتحدة وحليفها التركي، و لاسيما و أنّ أوراق إيران لا تكفي لفرض هيمنتها على المنطقة بشكل منفرد وحيث لا توجد هناك جاليات شيعية كبيرة (باستثناء الأزربيين الذين قطعوا علاقاتهم مع رجال الدين الشيعة في العالم)، والحركة الإسلامية الوحيدة التي انبثقت - في أفغانستان - تطورت حول فكرة الراديكالية السنية. كما أنّ التواصل الإثني واللغوي في هذه البؤر غير ملائم لإيران: فالناطقون بالفارسية - خارج ايران - هم في معظمهم من السنة، ومن جانب آخر فعددهم قليل بالمقارنة مع الناطقين بالتركية. إذن، و لكي تحقق إيران طموحاتها القومية، فتجد نفسها مضطرة إلى اللعب في المضمارين على حساب مبادئها الثورية. و من جانب آخر، يتوجب عليها الحفاظ على علاقات حسنة مع روسيا،

¹³ أمير طاهري، "نزاع الحضارات"، نيوزويك أنترناشيونال، 5 أيلول/سبتمبر 2005.

¹⁴ تكدت هذه السياسة خصوصاً أثناء ولايتي محمد خاتمي. وقد استضافت إيران القمة الثامنة للبلدان الخمسة والخمسين الأعضاء في منظمة

المؤتمر الإسلامي في كانون الأول/ديسمبر 1997.

¹⁵ استثمار مواقع النفط ومسار أنابيب النفط.

¹⁶ في العام 1996، أثناء زيارة نجم الدين أربكان إلى طهران، طلب منه آية الله خامنئي قطع صلته الحديثة العهد مع إسرائيل.

وهي علاقة ثنائية يزيد من ضرورتها أنّ الرؤية الإستراتيجية للبلدين بالنسبة للمنطقة متماثلة: عزل أذربيجان وأوزباكستان، اللتين تعتبران رأس حربة ممكنة للنفوذ الأمريكي والتركي.

هنالك ملفّ آخر كانت له انعكاسات هامة على علاقات إيران مع جيرانها في الشمال يتعلق خصوصاً بمجرى مفاوضات زعماء الدول الخمس التي تقع على بحر قزوين حول تقسيم البحر وثرواته الطبيعية، النفطية منها والغازية. وقد طالبت إيران، التي كانت تتفاسم في الماضي بحر قزوين مع الاتحاد السوفيتي السابق، أن يقسم البحر إلى خمسة أقسام. لكنّ أذربيجان وكازاخستان، اللتان تدعمهما الولايات المتحدة، طالبنا بتقسيم يتناسب مع ساحل كل دولة، وذلك على حساب طهران حيث إنّ تأييد روسيا لهذا الاقتراح يزيد من ضعف إيران التي ربما تحصل في الحد الأقصى على 13 بالمائة بدلاً من العشرين بالمائة التي تطالب بها¹⁷.

ثالثاً و على الجبهة الشرقية، تتعارض رؤية إيران الإقليمية مع مصالح باكستان الموالية لأمريكا، حيث يتنافس البلدان في أفغانستان ما بعد طالبان وفي آسيا الوسطى ما بعد الشيوعية. لقد أصبح تدهور العلاقات بين طهران و إسلام آباد منذ عشر سنوات عاملاً أساسياً في إعادة ترتيب العلاقات الإقليمية¹⁸. من وجهة النظر هذه، يعتبر التقارب الإيراني الهندي مؤشراً بالغ الأهمية لسياسة طهران الهادفة إلى منع محاصرتها¹⁹.

لقد عززت التطورات السياسية الأخيرة في الشرق الأوسط الانعزال الإقليمي للجمهورية الإسلامية فعلى الصعيد السوري اللبناني، كان الانسحاب السوري من لبنان في أيار/مايو 2005 عاملاً آخر يمكن أن يؤدي إلى زعزعة استقرار طهران، نظراً للعلاقات المتميزة بين إيران وسوريا وللطريقة التي يمكن أن يؤدي ضعفها للتأثير على دور حزب الله الذي استفاد على الدوام من دعم طهران مالياً وسياسياً. لقد أكدت الانتخابات النيابية اللبنانية الأخيرة على انتصار المعارضين للمحور الإيراني السوري المتمثل بحزب الله. وعلى الصعيد الإسرائيلي الفلسطيني، فإنّ تصميم رئيس الوزراء الإسرائيلي الأسبق أرييل شارون على تطبيق خطة الانسحاب الأحادي الجانب من قطاع غزة بينما جاء الدعم الدولي الذي حصل عليه بصدد هذا الموضوع لا يمثل عاملاً إيجابياً بالنسبة للسياسة الإيرانية طالما أنه حسن صورة إسرائيل في العالم، ونزع في الوقت نفسه المصادقية عن رؤية حماس و أنصار الحسم العسكري من بين الفلسطينيين الذين ترعاها طهران.

و أخيراً، فالتحدي الأخطر في العراق. فمن ناحية يرغب تهديد الجماعات السنية المسلحة الأغلبية الحاكمة اليوم في بلاد الرافدين وعلي رأسها المجلس الأعلى للثورة الإسلامية في العراق وزعيمه عبد العزيز الحكيم على التعاون مع الولايات المتحدة و قوي التحالف. ومن ناحية أخرى تجد "دول الاعتدال العربي"، ولاسيما المملكة العربية السعودية ومصر والأردن وإمارات الخليج، نفسها مضطراً للجوء الى الأمريكيين أمام احتمال نشوء عراقٍ يسيطر عليه تيارات شيعية مقربة من إيران. و ينظر عدد من السنة بعين الشك و الريبة إلى إيران، ليس لأنها الدولة الشيعية الوحيدة في العالم بل لأنها متبينة برنامج إيديولوجي ثوري ويمكن بالتالي أن تحرض على قيام اضطرابات في المناطق الشيعية في العالم العربي. و كل هذا يعزز العلاقات العربية الأمريكية و يزيد من عزلة الجمهورية الإسلامية الإيرانية.

17 آزاده كيان تيبو، "جمهورية إيران الإسلامية، من بيت المرشد إلى حجة الدولة"، ميشالون، باريس، 2005، ص85.

18 أوليفيه روي، "التاج تحت العمامة"، ورد في فريدة عبد الحق، تيرميدور في إيران، دار كومبلكس، باريس، 1993.

19 فرانسوا توال، جيوسياسية الشيعية، دار سوي، باريس، 2002، 246.